



LES FAITS SAILLANTS DE LA FDD3:

LUNDI 13 JUILLET 2015

La troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD3) s'est ouverte, lundi, au Centre des Conférences de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba, Ethiopie. Une Grande Commission, présidée par Tedros Adhanom, Ministre des Affaires étrangères de l'Ethiopie, a été établie au cours de la séance plénière d'ouverture, pour examiner le projet de document final de la Conférence. Les déclarations de haut niveau, qui ont commencé, au cours de la séance plénière d'ouverture, dans le cadre du débat général, se sont poursuivies dans l'après-midi. Une table ronde multipartite sur "le Partenariat mondial et les trois dimensions du développement durable" a également eu lieu dans l'après-midi.

LA PLENIERE D'OUVERTURE

Le Secrétaire général des Nations unies (SGNU), Ban Ki-moon a ouvert la Conférence et a décrit son mandat.

Hailemariam Desalegn, Premier ministre éthiopien, a été élu Président de la Conférence par acclamation. Il a appelé à un partenariat mondial nouveau et universel entre les êtres humains, les entreprises et la société civile. Retraçant la manière dont le financement du développement a fondamentalement changé depuis le Consensus de Monterrey, Desalegn a déclaré que la FfD3 pourrait mettre un point final au statu quo.

Ban a appelé à un cadre de financement ambitieux et universellement inclusif pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), soulignant la nécessité: d'un contrat social pour une meilleure protection sociale; d'un train de mesures en faveur des pays les moins avancés (PMA), englobant un engagement d'augmenter l'APD; d'un mécanisme de facilitation de la technologie (MFT); de la parité hommes-femmes; et d'une protection et préservation de la planète et des ressources naturelles.

Sam Kutesa, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a mis l'accent sur le besoin: de générer une augmentation des ressources nationales; d'un financement public international; de combler les lacunes dans le domaine de l'infrastructure; d'accroître la participation et la contribution du secteur privé au nouveau programme de développement; de créer des environnements favorables; et d'un un cadre efficace, inclusif et participatif, pour le suivi et l'évaluation.

Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé l'intention des banques multilatérales de développement de fournir plus de 400 milliards de dollars de financement de 2016 à 2018; et le lancement d'un nouveau mécanisme de financement pour l'initiative en faveur de "Chaque femme, chaque enfant", et d'un dispositif de mise aux enchères pour les émissions de méthane.

Signalant que les avantages du commerce international n'ont toujours pas atteint certains parmi les plus pauvres et les plus vulnérables, Roberto Azevedo, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a parlé de la façon dont l'OMC soutient le financement du développement, y compris à travers son aide à l'initiative commerciale et son soutien aux programmes de facilitation du financement du commerce.

Min Zhu, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), a déclaré que le FMI entend élargir l'accès aux facilités de financement concessionnel, accorder

des financements concessionnels aux pays les plus pauvres, et maintenir un taux d'intérêt nul, à long terme, pour les pays fragiles touchés par des catastrophes.

Nkosazana Dlamini-Zuma, Président de la Commission de l'Union africaine (UA), a déclaré que la vision de l'UA pour le développement de l'Afrique privilégie l'investissement dans l'être humain, et que le continent a besoin d'une "révolution en matière de compétences".

Les délégués ont adopté le règlement intérieur (A/CONF.227/2), ainsi que l'ordre du jour et autres questions d'organisation (A/CONF.227/1). Ils ont élu 25 vice-présidents au Bureau. Sofian Ahmed, ministre des Finances de l'Ethiopie, a été élu vice-président d'office, issu du pays d'accueil de la réunion.

Les délégués ont décidé d'établir une Grande commission pour examiner le document final, avec Tedros Adhanom, ministre éthiopien des Affaires étrangères, comme président.

Neuf pays ont été élus au Comité de vérification des pouvoirs: le Bangladesh, le Brésil, la Chine, le Danemark, la Jamaïque, la Namibie, la Fédération de Russie, le Sénégal et les Etats-Unis.

Au cours du débat général qui a suivi, Thomas Boni Yayi, Président du Bénin, a souligné la nécessité de lutter contre le changement climatique à travers le transfert de technologie.

Macky Sall, Président du Sénégal, a appelé à l'amélioration des conditions de la dette, et a souligné la nécessité d'intensifier l'aide au développement.

David Granger, Président de la Guyane, s'est félicité de l'importance du projet de document final de la FfD3 pour, entre autres: le comblement du fossé en matière d'infrastructure; le renforcement de la Commission d'experts de l'ONU sur la coopération dans le domaine fiscal; et le processus de suivi de la FfD3.

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a appelé à une concrétisation opportune et adéquate des engagements pris dans le cadre de l'APD; à un mécanisme de suivi pour la FfD3; et au traitement des questions de composition et de fonctionnalité de la Commission d'experts de l'ONU sur la coopération dans le domaine fiscal.

Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, a souligné la nécessité d'aller au-delà des "vieilles visions" de l'aide, et a appelé à des solutions gagnantes pour tous, en reconnaissant la contribution de tous les acteurs au développement durable.

Hassan Sheikh Mahamud, Président de la Somalie, a appelé à une solution globale à la gouvernance financière pour éviter les contraintes qui empêchent les envois de fonds d'atteindre les gens.

Hage Geingob, Président de la Namibie, a souligné les défis découlant de la classification de la Namibie comme pays à revenu intermédiaire supérieur (RMS) et a appelé à l'élargissement des financements concessionnels, y compris des dons, aux pays à revenu intermédiaire supérieur.

LA PLENIERE

Parlant au nom du Président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) Martin Sajdik, lundi après-midi, la Vice-présidente de l'ECOSOC, Maria Vélez, a exhorté la FfD3 de bâtir sur l'esprit de Monterrey et de Doha, mais aussi d'aller encore plus loin, tout en soulignant les rôles présent et futur de l'ECOSOC dans le suivi et l'évaluation du financement du développement.

Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a souligné que le financement doit augmenter en quantité et en

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, Cleo Verkuijl et Brett Wertz. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au 3^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD3) peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

qualité, et a attiré l'attention sur les conclusions de l'édition 2015 du World Investment Report de la CNUCED, sur la réforme de la gouvernance de l'investissement international.

Soulignant que 2015 représente une occasion, unique dans une génération, pour pousser vers un développement durable plus inclusif, Helen Clark, Administratrice du PNUD, parlant au nom du Groupe de développement des Nations Unies, a souligné la nécessité, pour l'aide publique au développement (APD), d'exercer un impact beaucoup plus catalytique.

Un représentant de la société civile a déploré que le projet de document final de la FdD3 manque de résultats réalisables; qu'il ne contient pas d'engagement à augmenter les ressources disponibles ou à en fournir de nouvelles; et qu'il ne reflète pas, de manière appropriée, les droits des femmes et des filles. Un autre représentant de la société civile a appelé, entre autres, à la création d'un organisme fiscal intergouvernemental à composition universelle, et à une évaluation critique du système commercial multilatéral.

Un représentant du secteur des entreprises a souligné l'importance de favoriser la création d'environnements économiques, juridiques et réglementaires favorables, et de partenariats public-privé, pour tirer parti du secteur privé, appelant toutes les parties prenantes à éviter le "court-termisme" dans la prise de décision.

Ikililou Dhoonine, Président des Comores, a décrit les difficultés financières rencontrées par les petits Etats insulaires en développement (PEID) dans la mise en œuvre des OMD, soulignant l'importance de surmonter ces défis dans le contexte des ODD.

Le Roi Letsie III du Lesotho, a souligné l'importance continue du financement public international et de l'allègement de la dette, notamment pour les pays en situation particulière, et a appelé à l'inclusion du principe de responsabilités communes mais différenciées (RCMD) dans le document final.

Bakri Hassan Saleh, Premier Vice-président du Soudan, a appelé à un cadre holistique pour aborder les obstacles à la réalisation du développement durable.

Danny Faure, Vice-président des Seychelles, a invité les institutions de développement à soutenir les obligations "bleues", lancées pour le soutien de l'utilisation durable des ressources halieutiques.

Mohammad Shariatmadari, Vice-président chargé des affaires exécutives, Iran, a souligné l'importance de la participation pleine et effective de tous les pays dans la prise de décision des institutions internationales.

Stefan Löfven, le Premier ministre de Suède, a souligné l'importance d'accroître les apports financiers légitimes et la lutte contre les apports illicites; de reconnaître le rôle des femmes dans la croissance durable; et de prendre des mesures favorisant la mise en place d'une nouvelle économie verte. Il a souligné l'engagement continu de la Suède à l'affectation de 1% du revenu national brut à l'APD, chaque année.

Barnabas Sibusiso Dlamini, Premier ministre du Swaziland, a appelé la Conférence à traiter, notamment: la facilitation du commerce, en particulier pour les pays en développement sans littoral; la diversification économique; le développement rural; la réforme du système financier international; l'agriculture et la sécurité alimentaire; et la coopération dans la finance, la technologie, le renforcement des capacités et la gestion de données.

Brigi Rafini, Premier ministre du Niger, a déclaré que la Conférence doit aborder la question du financement: de la sécurité, en particulier la lutte contre le terrorisme et le crime organisé; des mesures d'atténuation du, et d'adaptation au, changement climatique; et de l'infrastructure économique, sociale et éducative, pour renforcer les capacités dans les pays en développement.

Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, a souligné la nécessité d'une restructuration de la dette et de radiations graduelles des créances, pour permettre un espace budgétaire permettant de financer le développement des PEID.

Lenita Toivakka, Ministre du commerce extérieur et du développement de la Finlande, a souligné le rôle du secteur privé dans le soutien du développement durable, et a souligné l'importance du renforcement des capacités des filles et des femmes.

Gerard Müller, Ministre fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne, a parlé de l'augmentation de l'aide internationale de son pays, y compris un doublement des investissements en faveur de la lutte contre le changement climatique, pour le porter à 8 milliards d'euros d'ici 2020, et a appelé à un mécanisme de suivi et d'évaluation robuste.

Kristian Jensen, Ministre des affaires étrangères du Danemark, a souligné la nécessité de mobiliser le secteur privé, de renforcer les systèmes fiscaux nationaux et du ciblage de l'APD aux pays les plus pauvres.

Alexander Chikwanda, Ministre des finances de la Zambie, a souligné l'importance: de la coopération internationale en matière fiscale; de la facilitation des échanges et de l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial; et de la recherche, de la technologie et de l'innovation.

TABLE RONDE 1: LE PARTENARIAT MONDIAL ET LES TROIS DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette table ronde était co-présidée par Miroslav Lajčák, Vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères et européennes, Slovaquie, et Abdusalam Hadliyah Omer, Ministre des affaires étrangères et de la promotion des investissements, Somalie; et modérées par Mahmoud Mohieldin, Secrétaire général et Envoyé spécial du Président, chargé des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), du processus pour l'après-2015 et du développement financier, Groupe de la Banque mondiale.

Lajčák a souligné qu'un partenariat mondial robuste soutenu par la solidarité, la coopération et la responsabilité mutuelle est essentielle pour permettre que les ODD bâtissent sur les OMD. Omer a parlé du besoin de renforcer les systèmes d'imposition et d'établir la transparence dans les structures régissant les partenariats triangulaires, Nord-Sud et Sud-Sud.

Stefan Löfven, Premier ministre de la Suède, a appelé à la participation des parties prenantes dans le nouveau partenariat mondial, à un accord mondial sur le travail décent pour tous, et à la cohérence entre les différents secteurs pour un partenariat mondial réussi.

Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques, a souligné le nouveau concept de "soutien public total en faveur du développement durable" pour mesurer tous les apports financiers destinés au financement du développement durable.

Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture, UA, a souligné la nécessité pour l'Afrique de régler ses "arriérés dans le domaine de l'infrastructure", de renforcer le commerce intra-Afrique, à travers la création d'une zone de libre-échange, et de s'assurer un panier d'énergie propre.

Neven Mimica, Commissaire pour la coopération internationale et le développement, Union européenne (UE), a réaffirmé l'engagement de l'UE à atteindre l'objectif de 0,7% pour l'APD, appelant à des financements innovants et à un cadre de suivi et de reddition de comptes, transparent et précis.

Winnie Byanyima, Directrice exécutive, Oxfam International, a axé son intervention sur la fiscalité, "un mot que nous devrions apprendre à aimer, non à haïr". Signalant que les pays en développement perdent près de 100 milliards de dollars, chaque année, en raison des stratagèmes d'évitement de l'impôt des sociétés, et des incitations fiscales en faveur des compagnies multinationales, elle a qualifié l'absence d'une organisation internationale de la fiscalité, "d'absurde", et a encouragé sa création.

Dans la discussion, les délégués ont, entre autres, appelé à des cadres juridiques et réglementaires pour créer des environnements favorables à l'engagement du secteur privé; ont souligné la nécessité d'inverser la tendance à la baisse de l'APD, en faveur des PMA; ont mis en relief les difficultés rencontrées par les pays à revenu intermédiaire dans la mobilisation des ressources; et ont souligné la nécessité d'inclure les autorités locales dans les plans de mobilisation des ressources.

Les délégués ont également évoqué le rôle des petites et moyennes entreprises en tant que vecteurs d'inclusion des femmes, des jeunes et des communautés pauvres; le rôle des financements novateurs, y compris la finance islamique; l'importance d'en finir avec la fragmentation au sein de l'ONU et ailleurs; et le rôle d'un organe international de la fiscalité face à l'évasion et évitement fiscale, et la réglementation de la coopération fiscale.

DANS LES COULOIRS

Le fait que la Grande commission n'ait pas réussi, lundi, à se réunir pour examiner le projet de document final, a suscité un sentiment de déjà-vu chez les négociateurs qui avaient pris part aux sessions de rédaction, à New York. L'appel à un niveau d'ambition élevé, lancé en séance plénière par de nombreux participants, a été sans effet, a dit un délégué, face aux reports constants de l'acceptation d'un projet final ambitieux. Le SG de l'ONU a appelé à la souplesse et au compromis, mais les discussions bilatérales se sont poursuivies, l'un des délégués citant la Commission fiscale, le principe de responsabilités communes mais différenciées et le lien entre la FdD3 et le processus de l'après-2015, comme autant de points de friction permanents. La crainte de voir d'autres questions être rouvertes et l'ensemble du projet être défait, a continué de hanter les participants, à la fin de la première journée.